

**Avenant de prorogation de la
Convention de renouvellement du groupement d'intérêt scientifique (GIS)
« Etudes africaines en France »**

Entre

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16, représenté par Monsieur Antoine PETIT, son président, lequel a délégué sa signature à Monsieur Philippe CAVELIER, Délégué régional de la Délégation régionale Ile-de-France Meudon, située 1 place Aristide Briand, 92195 Meudon cedex,

ci-après désigné « CNRS »,

Et

L'Ecole pratique des hautes études, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Les Patios Saint-Jacques, 4-14 Rue Ferrus, 75014 Paris, représentée par Monsieur Jean-Michel VERDIER, son président,

ci-après désignée « EPHE »,

Et

L'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 12 place du Panthéon, 75231 Paris cedex 05, représentée par Madame Christine NEAU-LEDUC, sa présidente,

ci-après désignée « Université Paris 1 »,

Et

L'Institut national des Langues et Civilisations orientales, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 65 rue des Grands Moulins, 75013 Paris, représenté par Monsieur Jean-François HUCHET, son président,

ci-après désigné « INALCO »,

Et

L'Université Bordeaux Montaigne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Domaine Universitaire, 33607 Pessac cedex, représentée par Monsieur Lionel LARRE, son président,

ci-après désignée « Université de Bordeaux Montaigne »

Et

L'Université de Bordeaux, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 16 Avenue Léon Duguit, 33608 Pessac cedex, représentée par Monsieur Manuel TUNON DE LARA, son président,

ci-après désignée « Université de Bordeaux »

Et

L'Institut d'études politiques de Bordeaux, établissement public à caractère administratif, dont le siège est 11 Allée Ausone, Domaine Universitaire, 33607 Pessac cedex, représenté par Monsieur Yves DELOYE, son directeur,

ci-après désigné « Sciences Po Bordeaux »,

Et

L'Université de Poitiers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est 15 rue de l'Hôtel-Dieu, 86034 Poitiers cedex, représentée par Madame Virgine Laval, sa présidente,

ci-après désignée « Université de Poitiers »

Et

Université Côte d'Azur, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est Grand Château, 28 avenue Valrose BP 213, 06103 Nice Cedex 2, représentée par Monsieur Jeanick BRISSWALTER, son président,

ci-après désignée « Université Côte d'Azur »,

Et

L'Université Paris Nanterre, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est 200 avenue de la République, 92001 Nanterre, représentée par Monsieur Philippe GERVAIS-LAMBONY, son président,

ci-après désignée « Université Paris 10 »,

Et

L'Université de Paris, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est 85 boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, représentée par Madame Christine CLERICI, sa présidente,

ci-après désignée « Université de Paris »,

Et

L'Ecole des hautes études en sciences sociales, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est 190-198 avenue de France 75244 Paris CEDEX 13, représentée par Monsieur Christophe PROCHASSON, son président,

ci-après désignée « EHESS »,

Et

L'Institut de Recherche pour le Développement, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 44, boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille cedex 02, représenté par Madame Valérie Verdier, sa présidente-directrice générale,

ci-après désigné « IRD »,

Et

L'Université d'Aix-Marseille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Jardin du Pharo, 58 bd Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 07, représentée par Monsieur Eric BERTON, son président,

ci-après désignée « AMU »,

Et

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé avenue de l'Université, BP 576, 64012 Pau cedex, représentée par Monsieur Laurent Bordes, son président,

ci-après désignée « UPPA »,

Et

L'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis cedex, représentée par Madame Annick ALLAIGRE, sa présidente,

ci-après désignée « Université Paris 8 »,

Et

La Fondation des Maisons des Sciences de l'Homme, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 54 boulevard Raspail, 75006 Paris, représentée par Hélène Velasco-Graciet, sa présidente,

ci-après désignée « FMSH »,

Et

La Fondation nationale des Sciences politiques, fondation de droit privé, domiciliée au 27 rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS, investie en vertu des dispositions de l'article 74 de la loi du 2 juillet 1998 de la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, étant rappelé que les deux entités sont rassemblées sous la désignation « Sciences Po », représentée par son Directeur, Monsieur Louis Schweitzer,

ci-après désignée « Sciences Po Paris »,

Et

L'Université Toulouse Jean Jaurès, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 5 Allée Antonio Machado, 31058 Toulouse, représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle Garnier.

ci-après désignée « Université Toulouse Jean Jaurès »,

Ci-après désignés individuellement la « Partie » ou « Parties », conjointement,

Le CNRS, l'Université de Bordeaux, l'Université Bordeaux Montaigne, l'IRD et Sciences Po Bordeaux agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 5115, « Les Afriques dans le monde » ;

Le CNRS, l'Université Bordeaux Montaigne, l'Université de Bordeaux et l'Université de Pau Pays de l'Adour agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 5319, « PASSAGES » ;

Le CNRS, l'Université Paris 10 et l'Université Paris 1 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7041, « Archéologies et Sciences de l'Antiquité » (ArScAn) ;

Le CNRS et IEP Paris agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7050, « Centre d'études et de recherches internationales » (CERI) ;

Le CNRS et l'Université Paris 10 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7055, « Préhistoire et technologie » ;

Le CNRS et l'Université Paris 10 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7186, « Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative » (LESC) ;

Le CNRS, l'Université Paris 8 et l'Université Paris 10 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7218, « Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement » (LAVUE) ;

Le CNRS et Aix-Marseille Université agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 7310, « Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman » (IREMAM) ;

Le CNRS et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8177, « Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain » (IIAC) ;

Le CNRS, l'EPHE et l'INALCO agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8135, « Langage, langues et cultures d'Afrique noire » (LLACAN) ;

Le CNRS, l'Université Paris 1, l'IRD, l'EPHE, l'EHESS et Aix-Marseille Université agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8171, « Institut des mondes africains » (IMAF) ;

Le CNRS et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8216, « Centre d'études en sciences sociales du religieux » (CESOR) ;

Le CNRS, l'EHESS et Aix-Marseille Université agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8562, « Centre Norbert Elias » ;

Le CNRS, l'Université Paris 1, l'IRD et Université de Paris agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8586, « Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique » (PRODIG) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'International research lab n° 3189, « Environnement, Santé, Sociétés » (ESS) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de la recherche n° 3137, « Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba » (CFEE) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de la recherche n° 3336, « Afrique au Sud du Sahara » ;

L'Université de Poitiers agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de la recherche n° 2268, « Juriscope - accès aux droits étrangers et promotion du droit français et du droit francophone » ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de la recherche n° 3077, « Institut de recherche sur le Maghreb contemporain » (IRMC) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de recherche n° 3136, « Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales » (CESHS) ;

Le CNRS, l'Université Paris 10 et l'Université Paris 1 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de recherche n°3225, « Maison des Sciences de l'Homme Mondes » ;

L'IRD et l'Université Paris 1 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°196, « Centre Population et Développement » (CePeD) ;

L'IRD et Aix-Marseille Université agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 151, « Laboratoire Population-environnement » (LPED)

L'IRD et l'Université Paris 1 agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 201, « Développement et sociétés » (DEVSOC) ;

Le CNRS, l'IRD, l'Université de Paris et l'Université Côte d'Azur agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 8245, « Unité de recherche Migrations et société » (URMIS) ;

L'IRD agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 208, « Patrimoines locaux et gouvernance » (PALOC) ;

L'Université de Paris, l'INALCO et l'IRD agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 245, « Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques » (CESSMA)

Le CNRS et l'Université Toulouse Jean Jaurès agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n° 5136, « France, Amérique, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs » (FRAMESPA) ;

L'Université Paris 10 agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'EA 4417, « Centre d'histoire et d'anthropologie du droit » (CHAD)

Vu la convention de création du GIS Etudes africaines en France signée en date du 9 décembre 2013 et son avenant n°1 ;

Vu la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France signée en date du 5 octobre 2018, ci-après désignée la « Convention » ;

Préambule :

Héritier du Réseau Thématique Pluridisciplinaire Études africaines, le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) des études africaines en France a été créé en 2014 afin de permettre une meilleure visibilité des études africaines en France et au-delà. Ce réseau se veut être un lien entre l'ensemble des laboratoires français nationaux et/ou basés en Afrique (UMIFRE), et des chercheurs de ce domaine, en particulier les chercheurs isolés dans des unités dont la thématique est différente.

Les études africaines en France, bien qu'institutionnellement encore « jeunes » (création des premiers postes et groupes de recherche dans les années 1950), sont bien ancrées dans le paysage de la recherche française en Sciences humaines et sociales. Par ailleurs, l'Afrique est, depuis plusieurs années, au cœur de l'actualité et des préoccupations internationales. Les changements politiques, les mouvements sociaux et religieux, les revendications territoriales ont

des répercussions bien au-delà des frontières des pays africains. Les sciences sociales en études africaines jouent un rôle fondamental dans la meilleure compréhension de ces phénomènes de transformations globales et interconnectées ; elles éclairent les enjeux actuels et leur historicité.

L'importance des études concernant le continent africain est donc essentielle. Néanmoins, longtemps dominante de par l'histoire des liens ayant existé entre la France et l'Afrique, la recherche française est depuis quelques années largement concurrencée par les recherches internationales, notamment américaines. De plus, la relative dispersion des unités de recherche, la multiplication des tutelles et le foisonnement des thématiques et/ou des disciplines ne facilitent pas la coordination des chercheurs ni leur visibilité internationale. Enfin, le risque de non-renouvellement de l'encadrement de la recherche est de plus en plus prégnant dans les différentes disciplines concernées (anthropologie, histoire, sciences politiques...).

Le GIS « Études africaines en France » constitue depuis six ans cette plate-forme d'échanges et d'élaboration de projets novateurs. Les Parties signataires reconnaissent ainsi l'importance de développer la coordination, l'ouverture internationale et la promotion des activités des chercheurs et des unités de recherche en sciences humaines et sociales travaillant sur les Afriques et ses diasporas. Elles contribuent ainsi à la représentation et à la visibilité des études africaines auprès des pouvoirs publics en France et auprès des institutions européennes.

Au cours de sa dernière période d'activité (2015-2020), le GIS études africaines en France a initié diverses actions concrètes visant à fédérer, à développer et à diffuser la recherche française sur l'Afrique : organisation des Rencontres des études africaines en France (en 2016, en 2018 et en 2020) et soutien accru à l'organisation des rencontres des jeunes chercheur·e·s en études africaines (depuis 2016); création du prix de thèse "Afrique et diasporas" pour publication (2018 et 2020); renforcement des liens avec les UMIFRE (écoles d'été, publications); développement d'une réflexion sur les publications en accès ouvert dans le champ des études africaines et d'une politique de traduction des travaux scientifiques.

Afin d'amplifier et de pérenniser ces différentes actions, il convient de confirmer le rôle du GIS études africaines en France dans son rôle de mise en réseau des communautés scientifiques nationales et internationale.

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 – Objet

1.1 Prorogation

Le présent avenant vise à proroger la Convention pour une durée de 5 (cinq) ans à compter du 1^{er} janvier 2022.

1.2 Adhésion

Le présent avenant vise également à formaliser l'adhésion au GIS de l'Université de Toulouse II Jean Jaurès.

Cette adhésion prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'établissement précité, par sa signature, adhère aux stipulations de la Convention modifiée par le présent avenant.

1.3 Retrait

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour déclare se retirer du GIS à compter du 1^{er} janvier 2022, ce dont les autres Parties conviennent.

Article 2 – Autres modifications

L'article 3.4 de la Convention est modifié comme suit :

« La domiciliation du GIS est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2020, à l'Institut des Mondes Africains, unité mixte de service n°8171 du CNRS, IRD, EHESS, EPHE, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Aix-Marseille Université, située dans les locaux de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur le Campus Condorcet, 5 cours des Humanités, 93322 Aubervilliers CEDEX ».

Un second alinéa est ajouté à l'article 3.4 de la Convention, formulé comme suit :

« La domiciliation du GIS peut être modifiée par décision du Comité Directeur ».

Le premier alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Les résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété à parts égales des Parties ayant participé à leur obtention. Les éventuelles demandes de titres de propriété intellectuelle en découlant sont déposées aux noms conjoints des Parties copropriétaires.

Le deuxième alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Les Parties excluent a priori toute exploitation commerciale des résultats issus du GIS. Par exception, un règlement de copropriété est établi entre les Parties copropriétaires, en matière de protection et d'exploitation desdits résultats, en cas de projet d'exploitation effective, le cas échéant. Ce règlement désigne, en particulier et conformément à la réglementation applicable, l'une des Parties pour assurer la maîtrise d'œuvre de la gestion des droits de propriété et des contrats d'exploitation, pour le compte commun, ci-après désigné le « Mandataire unique » ».

Le troisième alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Mandataire unique est désigné en application des dispositions du décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche. Ses missions sont celles fixées par ce décret ».

Le quatrième alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Les Parties copropriétaires de résultats issus du GIS s'engagent à les mettre à la disposition des autres Parties, qui peuvent les utiliser librement pour leurs besoins de recherche et d'enseignement, à l'exclusion de toute exploitation commerciale ».

Un cinquième alinéa est ajouté à l'article 5.2 de la Convention, formulé comme suit :

« Chaque Partie est propriétaire des résultats obtenus par elle seule dans le cadre de la présente convention, qu'ils puissent ou non être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Cette Partie décide seule des mesures de valorisation et de protection à prendre, et les engage en son seul nom, le cas échéant ».

Le premier alinéa de l'article 7 est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet à compter du 1^{er} juin 2016, jusqu'au 31 décembre 2021. Elle est prorogée jusqu'au 31 décembre 2026 ».

Les annexes 1 et 2 au présent avenant remplacent respectivement, à compter du 1^{er} janvier 2022, les annexes 3 et 4 à la Convention.

Fait à Paris, le , en dix-neuf (19) exemplaires.

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour le CNRS,
Monsieur Philippe CAVELIER,
Délégué régional Ile-de-France Meudon

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'EPHE,
Monsieur Jean-Michel VERDIER,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Madame Christine NEAU-LEDUC,
Présidente

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'INALCO,
Monsieur Jean-François HUCHET,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université Bordeaux Montaigne,
Monsieur Lionel LARRE,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université de Bordeaux,
Monsieur Manuel TUNON DE LARA,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'IEP Bordeaux,
Monsieur Yves DELOYE,
Directeur

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université de Poitiers,
Madame Virginie Laval,
Présidente

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour Université Côte d'Azur,
Monsieur Jeanick BRISSWALTER,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université Paris-Nanterre,
Monsieur Philippe GERVAIS-LAMBONY,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université de Paris
Madame Christine CLERICI
Présidente

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'EHESS,
Monsieur Christophe PROCHASSON,
Président

Signature :

PROCHASSON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'IRD
Madame Valérie Verdier,
Présidente Directrice-Générale

Signature

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour Aix-Marseille Université,
Monsieur Eric BERTON,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour,
Monsieur Laurent Bordes,
Président

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université Paris 8 Vincennes St-Denis,
Madame Annick ALLAIGRE,
Présidente

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour la Fondation Maison des sciences de l'homme,
Madame Hélène Velasco-Graciet,
Présidente

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'IEP Paris
Monsieur Louis Schweitzer,
Directeur

Signature :

BROUILLON

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

Pour l'Université Toulouse Jean Jaurès,
Madame Emmanuelle Garnier,
Présidente

Signature :

BROUILLON

Annexe 1 au présent avenant**LISTE DES LABORATOIRES DE RECHERCHE ET DES STRUCTURES PARTICIPANT AUX ACTIVITES DU GIS**

- UMR 5115, « Les Afriques dans le monde » (LAM) > cotutelles : CNRS, Université de Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne, IRD et Sciences Po Bordeaux ;
- UMR 5319, « PASSAGES » > cotutelles : CNRS, Université Bordeaux Montaigne, Université de Bordeaux, Université de Pau Pays de l'Adour, ENSAP Bordeaux ;
- UMR 7041, « Archéologies et Sciences de l'Antiquité » (ArScAn) > cotutelles : CNRS, Université Paris 10, Université Paris 1, Ministère de la Culture et de la Communication ;
- UMR 7050, « Centre d'études et de recherches internationales » (CERI) > cotutelles : CNRS et IEP Paris ;
- UMR 7055, « Préhistoire et technologie » > cotutelles : CNRS et Université Paris 10 ;
- UMR 7186, « Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative » (LESC) > cotutelles : CNRS et Université Paris 10 ;
- UMR 7218, « Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement » (LAVUE) > cotutelles : CNRS, Université Paris 8, Université Paris 10 et Ministère de la Culture et de la Communication ;
- UMR 7310, « Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman » (IREMAM) > cotutelles : CNRS et Aix-Marseille Université ;
- UMR 8177, « Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain » (IIAC) > cotutelles : CNRS et EHESS ;
- UMR 8135, « Langage, langues et cultures d'Afrique noire » (LLACAN) > cotutelles : CNRS, EPHE et INALCO ;
- UMR 8171, « Institut des mondes africains » (IMAF) > cotutelles : CNRS, Université Paris 1, IRD, EPHE, EHESS et Aix-Marseille Université ;
- UMR 8216, « Centre d'études en sciences sociales du religieux » (CESOR) > cotutelles : CNRS et EHESS ;
- UMR 8562, « Centre Norbert Elias » > cotutelles : CNRS, EHESS, Aix-Marseille Université, UAPV ;
- UMR 8586, « Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique » (PRODIG) > cotutelles : CNRS, Université Paris 1, IRD et Université de Paris ;
- IRL 3189, « Environnement, Santé, Sociétés » (ESS) > tutelle : CNRS ;

Avenant de prorogation de la convention de renouvellement du GIS Etudes africaines en France

- USR 3137, « Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba » (CFEE) > tutelle : CNRS ;
- USR 3336, « Afrique au Sud du Sahara » > tutelle : CNRS ;
- UMS 2268, « Juriscope - accès aux droits étrangers et promotion du droit français et du droit francophone » > cotutelles : CNRS et Université de Poitiers ;
- USR 3077, « Institut de recherche sur le maghreb contemporain » (IRMC) > tutelle : CNRS et Aix-Marseille Université ;
- USR 3136, « Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales » (CESHS) > tutelle : CNRS ;
- USR 3225, « Maison des Sciences de l'Homme Mondes » > cotutelles : CNRS, Université Paris 10 et Université Paris 1 ;
- UMR 196, « Centre Population et Développement » (CePeD) > cotutelles : IRD et Université Paris 1 ;
- UMR 151, « Laboratoire Population-environnement » (LPED) > cotutelles : IRD / Aix-Marseille Université
- UMR 201, « Développement et sociétés » (DEVSOC) > cotutelles : IRD et Université Paris 1 ;
- UMR 8245, « Unité de recherche Migrations et société » (URMIS) > cotutelles : CNRS, IRD, Université Paris 7 et Université Côte d'Azur ;
- UMR 208, « Patrimoines locaux et gouvernance » (PALOC) > cotutelles : IRD et MNHN ;
- UMR 245, « Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques » (CESSMA) > cotutelles : Université Paris 7, INALCO et IRD.
- UMR 5136, « France, Amérique, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs » (FRAMESPA) > cotutelles : CNRS et Université Toulouse Jean Jaurès ;
- EA 4417, « Centre d'histoire et d'anthropologie du droit » (CHAD) > tutelle : Université Paris 10

Annexe 2 au présent avenant**MOYENS ATTRIBUES PAR LES PARTIES****1. Moyens financiers (montant annuel), nets de taxes :**

Les moyens financiers attribués annuellement au GIS par les Parties sont, à compter du 1^{er} janvier 2022, les suivants :

CNRS :	20 000 euros.
EPHE :	1 500 euros.
Université de Paris 1 :	3 000 euros.
INALCO :	2 000 euros.
Sciences Po Bordeaux :	3 000 euros.
Université Bordeaux Montaigne :	2 000 euros.
Université de Bordeaux :	3 000 euros.
Université de Poitiers :	1 000 euros.
Université Côte d'Azur :	500 euros.
Université Paris 10 :	1 500 euros.
Université de Paris :	2 000 euros.
EHESS :	2 000 euros.
IRD :	2 000 euros.
Aix-Marseille Université :	3 000 euros.
Université de Pau et des Pays de l'Adour :	0 euro.
Université Vincennes-Saint-Denis :	0 euro.
FMSH :	2 000 euros.
Université de Toulouse Jean Jaurès	500 euros

2. Moyens en personnel

CNRS : un poste niveau « technicien » en BAP J

3. Hébergement

L'Université Paris Panthéon Sorbonne met à la disposition du GIS l'hébergement nécessaire à son fonctionnement courant dans la mesure où le GIS est domicilié à l'Institut des Mondes Africains, ce dernier étant situé dans des locaux dont l'Université Paris Panthéon Sorbonne est propriétaire.